

OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE

Rapport annuel sur l'exercice clos le
31 décembre 2025



ofi invest
Asset Management

Sommaire

Acteurs.....	3
Société de gestion.....	3
Commercialisateur.....	3
Dépositaire et conservateur.....	3
Centralisateur.....	3
Commissaire aux comptes.....	3
Informations concernant les placements et la gestion.....	4
Caractéristiques de l'OPC.....	4
Changement(s) intervenu(s) au cours de l'exercice.....	13
Changement(s) à venir.....	13
Autres informations.....	13
Rapport d'activité.....	14
Informations réglementaires.....	18
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.....	24
Comptes annuels.....	30
Bilan actif.....	30
Bilan passif.....	31
Compte de résultat.....	32
Annexes aux comptes annuels.....	34

ACTEURS

SOCIETE DE GESTION

Ofi Invest Asset Management

Siège social : 127-129 Quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-les-Moulineaux (France)

Ci-après la « Société de Gestion »

COMMERCIALISATEUR

Ofi Invest Asset Management

Siège social : 127-129 Quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-les-Moulineaux (France)

Abeille Vie

Siège social : 70 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes (France)

DEPOSITAIRE ET CONSERVATEUR

Société Générale

Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 Paris (France)

Adresse postale : 189, rue d'Aubervilliers - 75886 Paris Cedex 18 (France)

Ci-après le « Dépositaire »

CENTRALISATEUR

Société Générale

Siège social : 29 boulevard Haussmann - 75009 Paris (France)

Adresse postale : 32 rue du Champ de Tir - 44000 Nantes (France)

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit

Siège social : 63 rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine (France)

Représenté par Madame Raphaëlle ALEZRA-CABESSA

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

CARACTERISTIQUES DE L'OPC

Dénomination

Ofi Invest Actions Croissance.

Forme juridique

Fonds d'Investissement à Vocation Générale (FIVG) de droit français, créé sous la forme d'un Fonds Commun de Placement (ci-après le « FCP » ou le « Fonds »).

Information sur le régime fiscal

Le régime décrit ci-dessous ne reprend que les principaux points de la fiscalité française applicable aux OPC. En cas de doute, le porteur est invité à étudier sa situation fiscale avec un conseiller. Un OPC, en raison de sa neutralité fiscale, n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés. La fiscalité est appréhendée au niveau du porteur de parts. Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par l'OPC ou aux plus et moins-values latentes ou réalisées par l'OPC dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et/ou de la juridiction d'investissement de l'OPC. Certains revenus distribués par l'OPC à des non-résidents en France sont susceptibles de supporter dans cet Etat une retenue à la source. Le régime fiscal peut être différent lorsque l'OPC est souscrit dans le cadre d'un contrat donnant droit à des avantages particuliers (contrat d'assurance, DSK, PEA...) et le porteur est alors invité à se référer aux spécificités fiscales de ce contrat.

Synthèse de l'offre de gestion

Code ISIN	Affectation des sommes distribuables		Devise de libellé	Montant initial de la part	Souscripteurs concernés	Montant minimum pour la première souscription	Montant minimum pour les souscriptions ultérieures
	Revenu net	Plus-values nettes réalisées					
FR0007025846	Capitalisation	Capitalisation	Euro	15,24 euros	Tous souscripteurs, plus particulièrement destiné à servir de support à des contrats d'assurance-vie.	Pas de minimum	Pas de minimum

Objectif de gestion

Le FCP a pour objectif d'optimiser, sur la durée de placement recommandée supérieure à 5 ans, la performance de la partie à risque de contrats d'assurance-vie libellés en unités de compte relevant de l'option dite « DSK » en investissant majoritairement sur des valeurs de petites capitalisations cotées ou non cotées et sur des sociétés ou fonds spécialisés sur le capital-risque ou l'innovation en se comparant à l'indice de référence composite : 70% Euro Stoxx + 30% JPM EMU All Maturities.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence du FCP est l'indice composite suivant :

- 70% EURO STOXX® : cet indice actions est composé des principales capitalisations de la zone Euro, libellé en euro, présentes dans l'indice STOXX® Europe 600. Il est calculé quotidiennement et publié par STOXX Limited (cours de clôture, dividendes réinvestis) ;
- 30% JPM EMU All Maturities : cet indice obligataire est composé des emprunts gouvernementaux de la zone Euro, libellé en euro, de toutes maturités. Il est calculé quotidiennement et publié par JP Morgan (cours de clôture, coupons réinvestis).

Le FCP est géré activement. La composition du FCP peut s'écarter matériellement de la répartition de l'indicateur.

Stratégie d'investissement

Stratégies utilisées :

La stratégie de gestion est discrétionnaire quant à la sélection des valeurs.

Le FCP étant éligible à la réglementation dite « DSK », il sera exposé entre 50% et 100% de son actif net aux actions des pays de l'Union Européenne répondant à cette réglementation.

Le FCP comprendra une poche représentant 5% au moins de l'actif net dans laquelle le portefeuille sera investi en titres conformes à la réglementation dite « DSK » : actions cotées de petites capitalisations (inférieures à 150 millions d'euros, sauf valeurs du Nouveau Marché entrées en portefeuille avant la disparition de celui-ci), actions de sociétés non cotées, actions ou parts de sociétés de capital-risque cotées ou non, actions de sociétés financières d'innovation, détenues directement ou, dans la limite de 10% de l'actif au maximum, par le biais de parts de Fonds Communs de Placement à Risques, de Fonds Communs de Placement pour l'Innovation ou de Fonds d'Investissement de Proximité.

Au-delà de ce minimum de 50% imposé par la réglementation dite « DSK », le FCP pourra également être exposé à tout marché réglementé français ou étranger en actions et en autres titres donnant accès directement ou indirectement au capital et aux droits de vote de société.

Par ailleurs, le portefeuille pourra également être exposé entre 0% et 50% de son actif net aux titres de créances et instruments du marché monétaire.

Le portefeuille sera structuré en fonction du processus de gestion suivant :

- Analyse macro-économique définissant les grandes thématiques boursières et les orientations sectorielles et géographiques ;
- En fonction des anticipations du gestionnaire, des scénarios macro-économiques qu'il privilégie et de son appréciation des marchés, le gestionnaire surpondérera ou sous-pondérera chacun des secteurs économiques ou rubriques qui composent les indices de marché inclus dans l'indicateur de référence ;
- Pour chacune des poches ainsi définies, les valeurs seront sélectionnées en fonction de leur potentiel de valorisation, des perspectives de croissance de la société émettrice, de la qualité de son management, et de sa communication financière ainsi que de la négociabilité du titre sur le marché.

L'exposition du portefeuille pourra également être réalisée ou ajustée au moyen d'instruments dérivés ou intégrant des dérivés.

Le portefeuille pourra également investir dans des parts ou actions d'OPC dans la limite de 10% de l'actif net.

Les titres seront libellés entre 50% et 100% en des devises de l'Union européenne, et entre 0% et 50% en autre devises, dont des pays émergents. Le FCP sera exposé à un risque de change de 100% de l'actif net.

Le FCP ne fait pas la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance et n'a pas l'intention de se conformer au principe de précaution consistant à ne pas « causer de préjudice important » tel que défini par le Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR »). Par conséquent, le Fonds est dit « Article 6 » au sens du Règlement SFDR.

Par ailleurs, les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental tels que définis par le « Règlement Taxonomie » (Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement SFDR).

Les actifs hors dérivés intégrés :

Actions et titres donnant accès au capital :

Le FCP étant éligible à la réglementation dite « DSK », il sera investi :

- entre 50% et 100% de l'actif net d'actions des pays de l'Union Européenne répondant à cette réglementation ;
- et à l'intérieur de ce quota, une poche de 5% de l'actif net au moins investie en titres conformes à la réglementation dite « DSK » : actions cotées de petites capitalisations (inférieures à 150 millions d'euros, sauf valeurs du Nouveau Marché entrées en portefeuille avant la disparition de celui-ci), actions de sociétés non cotées, actions ou parts de sociétés de capital-risque cotées ou non, actions de sociétés financières d'innovation, détenues directement ou, dans la limite de 10% de l'actif au maximum, par le biais de parts de Fonds Communs de Placement à Risques, de Fonds Communs de Placement pour l'Innovation ou de Fonds d'Investissement de Proximité.

Au-delà de ce minimum, le FCP pourra investir sur tout marché réglementé français ou étranger en actions et autres titres donnant accès directement ou indirectement au capital et aux droits de vote de sociétés.

Le niveau d'utilisation généralement recherché, correspondant à l'utilisation habituelle envisagée par le gérant d'actions, est de 70% de l'actif net.

Il est rappelé qu'une allocation cible constitue un objectif, et non un ratio impératif, qui peut ne pas être respecté en raison de conjonctures particulières laissant penser aux gérants qu'une classe d'actif peut ne pas présenter l'investissement optimal à un moment donné.

Les titres détenus pourront concerner tous les secteurs économiques.

Titres de créance et instruments du marché monétaire :

Le portefeuille pourra investir entre 0% et 50% de titres de créance et instruments du marché monétaire.

Le niveau d'utilisation généralement recherché, correspondant à l'utilisation habituelle envisagée par le gérant de titres de créances et instruments du marché monétaire est de 30% de l'actif net.

La sensibilité du FCP sera comprise entre 0 et +8.

La typologie des titres de créance et du marché monétaire utilisés sera notamment la suivante :

- Obligations à taux fixe
- Obligations à taux variable
- Obligations indexées sur l'inflation
- Obligations callables
- Obligations puttables
- Obligations souveraines
- Obligations high yield
- Titres de créance négociables
- EMTN non structurés
- Titres participatifs
- Titres subordonnés
- Bons du trésor

Les émetteurs sélectionnés relèveront des pays de l'Union Européenne ou d'autres zones géographiques dont des pays émergents. Ils appartiendront indifféremment au secteur public ou au secteur privé et relèveront de toutes notations.

Le FCP pourra investir dans la limite de 50% de son actif net dans des titres de créance spéculatifs (high yield) (notation inférieure à BBB- référence Standard & Poor's ou équivalent).

Il est précisé que chaque émetteur sélectionné fait l'objet d'une analyse par la Société de Gestion, analyse qui peut diverger de celle de l'agence de notation. Pour la détermination de la notation de l'émission, la Société de Gestion peut se fonder à la fois sur ses propres analyses du risque de crédit et sur les notations des agences de notation, sans s'appuyer mécaniquement ni exclusivement sur ces dernières.

En cas de dégradation de la notation, les titres pourront être cédés sans que cela soit une obligation, ces cessions étant le cas échéant effectuées immédiatement ou dans un délai permettant la réalisation de ces opérations dans l'intérêt des porteurs et dans les meilleures conditions possibles en fonction des opportunités de marché.

Actions et parts d'OPC :

Le portefeuille pourra être investi dans la limite de 10% de l'actif net en parts ou actions d'OPC selon les indications suivantes :

	Investissement autorisé au niveau de l'OPC
OPCVM de droit français ou étranger	10%
FIA de droit français*	10%
FIA européens ou fonds d'investissement étrangers*	10%
Fonds d'investissement étrangers**	10%

* répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier.

** ne répondant pas aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier.

Le FCP pourra détenir des OPC gérés par la Société de Gestion ou des sociétés de gestion liées.

Le FCP pourra également détenir les OPC suivants : Fonds Commun de Placement à Risques, de Fonds Commun de Placement pour l'Innovation ou de Fonds d'Investissement de Proximité pour répondre à l'orientation de gestion DSK.

Les instruments dérivés :

Dans le but de réaliser l'objectif de gestion, le FCP est susceptible d'utiliser des instruments dérivés dans les conditions définies ci-après :

Nature des marchés d'intervention :

- Réglementés
- Organisés
- De gré à gré

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action
- Taux
- Change
- Crédit

Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- Couverture
- Exposition
- Arbitrage

Nature des instruments utilisés :

- Futures
- Options
- Swaps
- Change à terme
- Dérivés de crédit

Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

- Couverture générale du portefeuille, de certains risques, titres...
- Reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques
- Augmentation de l'exposition au marché
- Autre stratégie

Les instruments intégrant des dérivés :

Le FCP pourra détenir les instruments intégrant des dérivés suivants :

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action
- Taux
- Change
- Crédit

Nature des interventions :

- Couverture
- Exposition
- Arbitrage

Nature des instruments utilisés :

- Obligations convertibles
- Obligations échangeables
- Obligations avec bons de souscription
- Obligations remboursables en actions
- Obligations contingentes convertibles
- Credit Link Notes
- EMTN Structurés
- Droits et warrants
- Obligations callables
- Obligations puttables

Stratégie d'utilisation des dérivés intégrés pour atteindre l'objectif de gestion :

De manière générale, le recours aux instruments intégrant des dérivés permet :

- D'exposer le portefeuille au marché des actions et des devises ;
- D'exposer le portefeuille au marché des taux, notamment aux fins d'ajuster la sensibilité du portefeuille, dans le respect des limites précisées par ailleurs ;
- Ainsi que de couvrir le portefeuille des risques sur les actions, les taux ou les devises, ou d'intervenir rapidement, notamment en cas de mouvements de flux importants liés aux souscriptions rachats et/ou à d'éventuelles fluctuations subites des marchés.

Les dépôts :

Le FCP ne fera pas de dépôts mais pourra détenir des liquidités dans la limite de 10% de l'actif net pour les besoins liés à la gestion des flux de trésorerie.

Les emprunts d'espèces :

Le FCP pourra avoir recours à des emprunts d'espèces (emprunts et découverts bancaires) dans la limite de 10% de l'actif net. Ces emprunts seront effectués dans le but d'optimiser la gestion de trésorerie et de gérer les modalités de paiement différé des mouvements d'actif et de passif.

Les acquisitions et cessions temporaires de titres :

Nature des opérations utilisées :

- Prises et mises en pension par référence au Code monétaire et financier
- Prêts et emprunts de titres par référence au Code monétaire et financier

Nature des interventions :

- Gestion de la trésorerie
- Optimisation des revenus du FCP
- Autre nature

Ces opérations pourront porter sur l'ensemble des titres financiers éligibles au Fonds.

Ces opérations sont traitées avec de grandes contreparties françaises ou internationales, telles que des établissements de crédit ou des banques dont la notation minimale pourrait aller jusqu'à BBB- (notation Standard & Poor's, Moody's, Fitch ou notation de la Société de Gestion), sélectionnées par la Société de Gestion conformément à sa politique de sélection et d'évaluation des contreparties disponible sur le site internet : www.ofi-invest-am.com.

Le traitement des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres tient compte des facteurs suivants : les taux obtenus, le risque de contrepartie et de garantie. Même si toutes les activités de financement de titres sont entièrement garanties, il reste toujours un risque de crédit lié à la contrepartie. Ofi Invest Asset Management veille donc à ce que toutes ces activités soient menées selon les critères approuvés par ses clients afin de minimiser ces risques : la durée du prêt, la vitesse d'exécution, la probabilité de règlement.

Des informations complémentaires sur la rémunération de ces opérations figurent à la rubrique du prospectus « Frais et commissions ».

Les risques spécifiques associés aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres sont décrits dans la rubrique « Profil de risque ».

Niveaux d'utilisation envisagés et autorisés :

	Prises en pension	Mises en pension	Prêts de titres	Emprunts de titres
Proportion maximale d'actifs sous gestion	10%	100%	Néant	Néant
Proportion attendue d'actifs sous gestion	1%	10%	Néant	Néant

Effet de levier maximum :

Le niveau d'exposition consolidé du FCP, calculé selon la méthode de l'engagement intégrant l'exposition par l'intermédiaire de titres vifs, de parts ou d'actions d'OPC et d'instruments dérivés pourra représenter jusqu'à 300 % de l'actif net (levier brut) et jusqu'à 200% de l'actif net (levier net).

Contreparties utilisées :

Ces opérations sont traitées avec de grandes contreparties françaises ou internationales, telles que des établissements de crédit ou des banques sélectionnées par la Société de Gestion conformément à sa politique de sélection et d'évaluation des contreparties disponible sur le site internet : www.ofi-invest-am.com. Il est rappelé que, lorsque le FCP à des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres (CTT), il convient de se référer aux dispositions particulières de sélection des contreparties concernant ces instruments (voir les dispositions relatives aux contreparties sélectionnées dans la partie du prospectus « Les acquisitions et cessions temporaires de titres »).

Il est précisé que ces contreparties n'ont aucun pouvoir de décision discrétionnaire sur la composition ou la gestion du portefeuille d'investissement du FCP, sur l'actif sous-jacent des instruments financiers dérivés et/ou sur la composition de l'indice dans le cadre de swaps sur indice. De même, l'approbation des contreparties ne sera pas requise pour une quelconque transaction relative au portefeuille d'investissement du FCP.

Du fait de ces opérations réalisées avec ces contreparties, le FCP supporte le risque de leur défaillance (insolvabilité, faillite...). Dans une telle situation, la valeur liquidative du FCP peut baisser (voir définition de ce risque dans la partie « Profil de risque » ci-dessous).

Ces opérations font l'objet d'échanges de garanties financières en espèces.

Garanties financières :

Dans le cadre de ces opérations, du FCP peut recevoir / verser des garanties financières en espèces (appelé collatéral). Le niveau requis de ces garanties est de 100%.

Le collatéral espèces reçu peut être réinvesti, dans les conditions fixées par la réglementation, en dépôts ou en OPC Monétaire court terme à valeur liquidative variable.

Les garanties reçues par le FCP seront conservées par le Dépositaire.

Profil de risque

Votre argent sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers.

Au travers des investissements du FCP, les risques pour le porteur sont les suivants :

Risques principaux :

Risque de gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les valeurs et les marchés les plus performants.

Risque de perte en capital :

Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. Il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué ou que la performance du FCP diverge de l'indicateur de référence.

Risque actions :

Si les actions ou les indices auxquels le portefeuille du FCP est exposé baissent, la valeur liquidative baissera. En raison des mouvements rapides et irréguliers des marchés actions, à la hausse comme à la baisse, le FCP pourra réaliser une performance éloignée de la performance moyenne qui pourrait être constatée sur une période plus longue. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le FCP investira sur des valeurs de petites capitalisations cotées. Le cours ou l'évaluation de ces titres peut donner lieu à des écarts importants à la hausse comme à la baisse et leur cession peut requérir des délais.

Risque de taux :

En cas de hausse des taux, la valeur des investissements en instruments obligataires ou titres de créance baissera ainsi que la valeur liquidative. Ce risque est mesuré par la sensibilité qui traduit la répercussion qu'une variation de 1% des taux d'intérêt peut avoir sur la valeur liquidative du FCP. A titre d'exemple, pour un FCP ayant une sensibilité de +2, une hausse de 1% des taux d'intérêt entraînera une baisse de 2% de la valeur liquidative du FCP.

Risque lié aux pays émergents :

Le FCP peut investir en titres sur les marchés des pays émergents. Les investisseurs potentiels sont avisés que l'investissement dans ces pays peut amplifier les risques de marché et de crédit. Les mouvements de marché à la hausse comme à la baisse peuvent être plus forts et plus rapides sur ces marchés que sur les grandes places internationales. En outre, l'investissement dans ces marchés implique un risque de restrictions imposées aux investissements étrangers, un risque de contrepartie ainsi qu'un risque de manque de liquidité de certaines lignes du FCP. Les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales. La situation politique et économique de ces pays peut affecter la valeur des investissements.

Risque de change :

Etant donné que le FCP peut investir dans des titres libellés dans des devises autres que l'euro, le porteur pourra être exposé à une baisse de la valeur liquidative en cas de variation des taux de change.

Risque de crédit :

La valeur liquidative du FCP baissera si celui-ci détient directement ou par le biais d'un OPC détenu une obligation ou un titre de créance d'un émetteur dont la qualité de signature vient à se dégrader ou dont l'émetteur viendrait à ne plus pouvoir payer les coupons ou rembourser le capital.

Risque juridique lié à l'utilisation d'opérations de financement sur titres :

Le FCP peut être exposé à des difficultés de négociation ou une impossibilité momentanée de négociation de certains titres dans lesquels le FCP investit ou de ceux reçus en garantie, en cas de défaillance d'une contrepartie d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres.

Risque lié à l'investissement dans des titres subordonnés :

Il est rappelé qu'une dette est dite subordonnée lorsque son remboursement dépend du remboursement initial des autres créanciers (créanciers privilégiés, créanciers chirographaires). Ainsi, le créancier subordonné sera remboursé après les créanciers ordinaires, mais avant les actionnaires. Le taux d'intérêt de ce type de dette sera supérieur à celui des autres créances. En cas de déclenchement d'une ou plusieurs clause(s) prévue(s) dans la documentation d'émission desdits titres de créance subordonnés et plus généralement en cas d'évènement de crédit affectant l'émetteur concerné, il existe un risque de baisse de la valeur liquidative du FCP. L'utilisation des obligations subordonnées expose notamment le Fonds aux risques d'annulation ou de report de coupon (à la discrétion unique de l'émetteur), d'incertitude sur la date de remboursement.

Risque lié à l'utilisation des titres spéculatifs (haut rendement) :

Le FCP peut détenir des titres spéculatifs (High Yield). Ces titres évalués « spéculatifs » selon l'analyse de l'équipe de gestion ou des agences de notation présentent un risque accru de défaillance, et sont susceptibles de subir des variations de valorisation plus marquées et/ou plus fréquentes, pouvant entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque lié à l'investissement en obligations convertibles :

L'attention des investisseurs est attirée sur l'utilisation d'obligations convertibles, instruments introduisant une exposition sur la volatilité des actions, de ce fait, la valeur liquidative du FCP pourra baisser en cas de hausse des taux d'intérêts, de détérioration du profil de risque de l'émetteur, de baisse des marchés actions ou de baisse de la valorisation des options de conversion.

Risque lié aux produits dérivés :

Dans la mesure où le Fonds peut investir sur des instruments dérivés et intégrant des dérivés, la valeur liquidative du Fonds peut donc être amenée à baisser de manière plus importante que les marchés sur lesquels le Fonds est exposé.

Risque de contrepartie :

Le porteur est exposé à la défaillance d'une contrepartie ou à son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles dans le cadre d'une opération de gré à gré, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risques en matière de durabilité :

Le FCP est exposé à des risques en matière de durabilité. En cas de survenance d'un événement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance, celui-ci pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Bien que la Société de Gestion prenne en compte des critères ESG de façon générale dans les processus d'investissement, ceux-ci restent non-contraignants et n'ont pas pour objectif de réduire le risque en matière de durabilité.

Risques accessoires :

Risque de liquidité :

Le FCP est susceptible d'investir en partie sur des titres peu liquides du fait du marché sur lequel ils peuvent être négociés ou du fait de conditions particulières de cession. Ainsi la valeur de ces titres peut donner lieu à des écarts importants à la hausse comme à la baisse. Notamment en cas de rachat important de parts du FCP, le gérant pourrait se trouver contraint de céder ces actifs aux conditions du moment, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Durée de placement recommandée

Supérieure à cinq (5) ans.

CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE

30/06/2025 :

Le SRI a été ramené à 3 contre 4 précédemment.

01/07/2025 : concerne la Société de Gestion Ofi Invest Asset Management

- Nouveau siège social : 127-129, quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux
- Nouvelle immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) : Nanterre 384 940 342
- Les coordonnées téléphoniques et électroniques restent inchangées.
- Le DIC, Prospectus et Règlement du Fonds seront mis à jour ultérieurement.

CHANGEMENT(S) A VENIR

Néant.

AUTRES INFORMATIONS

Les documents d'information (prospectus, rapport annuel, rapport semestriel, composition de l'actif) sont disponibles gratuitement dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Ofi Invest Asset Management

Service juridique

Siège social : 127-129, quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux (France)

- Pour le prospectus : ld-juridique.produits.am@ofi-invest.com
- Pour le rapport annuel, semestriel et composition de l'actif : DJ.Reporting-reglementaire.OPC-FR@ofi-invest.com



Ces documents sont également disponibles sur le site : <https://www.ofi-invest-am.com>

RAPPORT D'ACTIVITE

Contexte économique et financier¹

États-Unis : une résilience affirmée malgré un début d'année incertain

Après un début d'année marqué par des tensions commerciales et un shutdown² historique, l'économie américaine a confirmé sa résilience en 2025. La croissance annuelle s'établirait autour de 2,1% en moyenne annuelle, portée par la consommation des ménages aisés et des investissements privés, malgré une polarisation accrue et un marché du travail fragilisé.

La Réserve fédérale, confrontée à des pressions inédites, a abaissé ses taux à trois reprises au second semestre, terminant l'année à 3,50-3,75 %, afin de soutenir l'activité dans un contexte d'inflation modérée (environ 2,7% en fin d'année).

Sur le front commercial, la politique tarifaire agressive a pesé sur la confiance, mais des accords-cadres avec le Japon et l'UE, ainsi qu'un moratoire de 90 jours sur les droits de douane, ont permis d'apaiser les tensions.

Enfin, le déficit budgétaire est resté élevé, conséquence des baisses d'impôts et des dépenses militaires prévues par le « One Big Beautiful Bill³ », tandis que les anticipations pour 2026 misent sur une croissance plus modérée.

Europe : entre protectionnisme et plan de relance

En 2025, la zone euro enregistrerait une croissance de 1,4 %, mais cette moyenne masque une forte fragmentation. L'Espagne a bénéficié d'une consommation robuste et du dynamisme touristique, affichant une performance supérieure à la moyenne. À l'inverse, l'Allemagne a souffert d'une industrie pénalisée par la faiblesse des exportations et la transition énergétique, tandis que l'Italie a connu une reprise plus lente. La France, quant à elle, s'est située dans une position intermédiaire, freinée par l'incertitude politique et budgétaire, accentuée par la chute du gouvernement en septembre et la dégradation de sa note souveraine par Fitch⁴ (de AA- à A+), invoquant des déficits persistants et une fragmentation politique.

Le protectionnisme transatlantique a constitué un frein majeur : la mise en place d'un cadre tarifaire réciproque UE-États-Unis a pesé sur les exportations et retardé les projets d'investissement, en particulier dans les économies industrielles. Cette incertitude commerciale a accentué la prudence des entreprises, malgré des conditions financières redevenues accommodantes.

Sur le plan monétaire, la Banque Centrale Européenne (BCE) a poursuivi son cycle d'assouplissement, ramenant son taux de dépôt à 2 % avant de marquer une pause au second semestre. La normalisation des prix s'est confirmée, avec une inflation sous-jacente⁵ refluant vers 2,3–2,4 %, même si les services restent sous tension.

Enfin, la politique budgétaire s'annonce contrastée : l'Allemagne prépare un plan de relance historique (500 Md€ dès 2026), orienté vers les infrastructures, la défense et la transition énergétique, offrant un relais domestique à la demande européenne. À l'inverse, plusieurs pays, dont la France, devront composer avec des marges de manœuvre limitées et une surveillance accrue des marchés.

¹ Période concernée : 31 décembre 2024 – 31 décembre 2025 - Date des données chiffrées : 31 décembre 2025, sauf mention contraire - Cours de clôture, coupons et/ou dividendes réinvestis.

² Paralysie partielle ou totale du gouvernement fédéral due à un blocage du vote du budget par le Congrès avant le début de l'année fiscale (le 1er octobre).

³ Projet de loi budgétaire américain, adopté dans le cadre de la reconstruction législative de Donald Trump en juillet 2025.

⁴ Organisme qui analyse la capacité d'un émetteur à rembourser ses dettes et évalue le risque associé à ses titres financiers. Il attribue des notes qui reflètent la qualité du crédit et la probabilité de défaut.

⁵ Mesure de l'inflation qui exclut les prix les plus volatils, généralement ceux de l'énergie et des produits alimentaires, afin de mieux refléter la tendance de fond des prix.

Taux monétaires :

Après une année 2024 marquée par un assouplissement monétaire des deux côtés de l'Atlantique, les trajectoires ont commencé à diverger en 2025.

- La Banque centrale européenne (BCE) a progressivement réduit ses taux depuis juin 2024, portant le taux de dépôt à 2,0% le 5 juin 2025, puis a marqué une pause le reste de l'année.
- La Réserve fédérale américaine (Fed) a abaissé ses taux à trois reprises au second semestre 2025, ramenant la fourchette à 3,50 – 3,75 % en décembre. Une croissance résiliente, et une inflation* toujours relativement élevée incite la Fed à une certaine prudence en 2026.
- La Banque populaire de Chine a poursuivi sa politique accommodante, réduisant ses taux de taux de repo de 1,50% à 1,40% et le ratio de réserves obligatoires pour soutenir l'économie face à la faiblesse du secteur immobilier.
- La Banque du Japon a continué son resserrement monétaire : relèvement du taux directeur à 0,50% en janvier 2025, puis nouvelle hausse à 0,75 % en décembre.

Taux longs⁶

Aux États-Unis, le rendement du bon du Trésor à 10 ans a reculé d'environ 40 points de base sur l'année pour s'établir à 4,16% fin décembre, contre près de 4,56% en début d'année. Ce mouvement s'explique par des anticipations de croissance et d'inflation plus modérées, qui ont conduit la Fed à abaisser ses taux, bien que de manière moins rapide et moins marquée que la BCE. Les incertitudes liées aux politiques budgétaires et commerciales de l'administration Trump, ainsi que ses pressions récurrentes pour des taux plus bas, ont également pesé sur les taux longs.

En Allemagne, la tendance a été inverse : le rendement du Bund à 10 ans est passé de 2,36% à 2,85% sur l'année. Cette hausse reflète les annonces d'un plan de relance ambitieux du nouveau chancelier Friedrich Merz, pour un montant de 500 milliards d'euros. Ces perspectives ont soutenu les taux allemands malgré la fin du cycle d'assouplissement de la BCE.

En France, les tensions politiques et les inquiétudes budgétaires ont continué de peser sur les marchés obligataires. Le rendement de l'OAT à 10 ans s'est rapproché de 3,60% fin décembre, avec un spread⁷ vis-à-vis du Bund proche de 80 points de base, son plus haut niveau depuis mars. Cette hausse traduit la nervosité des investisseurs face à la dégradation de la note souveraine française et à l'instabilité gouvernementale.

Crédit⁸

Les marchés du crédit continuent de faire preuve de résilience, malgré les pressions liées à un ralentissement potentiel de la croissance induit par une hausse des tarifs, ainsi que la volatilité⁹ persistante des taux d'intérêt. Les obligations du secteur privé ont enregistré de solides performances sur l'exercice, notamment sur le segment du crédit spéculatif à haut rendement¹⁰ avec une performance de 12% à fin décembre 2025 (indice Bloomberg Global High Yield TR). En comparaison, le segment des obligations de bonne qualité¹¹ (indice Bloomberg Global Aggregate Corporate) a affiché une performance plus modérée de 10,30% à fin décembre 2025. Durant l'année, les spreads de crédit¹² se sont élargis en avril 2025 dans un contexte de tensions géopolitiques et de guerre commerciale. Ces derniers ont entièrement retracé l'élargissement observé lors du « Liberation Day »¹³ et se situent actuellement à des niveaux historiquement bas. Après un ralentissement temporaire en avril lié aux incertitudes du « Liberation Day », l'activité sur le marché primaire a nettement rebondi en mai et juin. La demande est restée soutenue sur les marchés du crédit, tant aux États-Unis qu'en Europe, portée par des rendements toujours attractifs. Malgré un contexte de croissance plus modérée, les fondamentaux des entreprises demeurent solides, bien que les tensions tarifaires pèsent sur la visibilité des bénéficiaires.

⁶ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

⁷ Désigne l'écart, mesuré en points de base, entre les taux d'intérêt de deux obligations ou instruments financiers.

⁸ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

⁹ Mesure la variation ou l'amplitude des fluctuations d'un actif financier ou d'un marché sur une période donnée, reflétant le niveau de risque ou d'incertitude associé à cet actif.

¹⁰ Obligations dites « High Yield » qui reçoivent une note de Standard & Poor's et Fitch allant de D à BB+, de C à Ba1 de Moody's. Ces obligations sont considérées comme plus risquées et elles offrent, en contrepartie de ce risque, des rendements plus élevés.

¹¹ Les obligations, moins risquées que les titres spéculatifs, dites « Investment Grade » reçoivent une note de Standard & Poor's et Fitch comprise entre BBB- et AAA et entre Baa3 et Aaa de Moody's pour les plus solides.

¹² Différence de rendement entre une obligation risquée et une obligation sans risque, servant d'indicateur du risque perçu par le marché et de la prime exigée par les investisseurs pour assumer ce risque.

¹³ Nom donné par Donald Trump au 2 avril 2025, date à laquelle il a lancé une politique tarifaire massive pour « libérer » l'industrie américaine.

Actions¹⁴

Les marchés actions ont poursuivi leur ascension, flirtant avec leurs plus hauts historiques, malgré un environnement mondial marqué par des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques. Cette dynamique s'est appuyée sur la vigueur des résultats d'entreprises, la résilience économique et l'enthousiasme autour des technologies, notamment l'intelligence artificielle.

Aux États-Unis, les marchés ont retrouvé des couleurs grâce à des résultats solides et à la vague d'investissements dans l'IA (350 Md\$), propulsant la technologie en tête des performances malgré des prises de bénéfices en fin d'année. Le S&P 500 termine à +17,9% (dividendes nets réinvestis en devises locales).

En Europe, les mouvements de flux en défaveur du marché américain et le plan de relance allemand ont soutenu les secteurs cycliques et bancaires. L'Eurostoxx 50 clôture l'année avec une performance robuste de +21,2% (dividendes nets réinvestis), malgré des révisions à la baisse des prévisions des entreprises liées à la faiblesse du dollar.

Le Japon s'est hissé à la deuxième place du classement avec une performance de +26,2% (Indice Nikkei 225 dividendes nets réinvestis en devises locales), porté par l'élection de Sanae Takaichi et un programme ambitieux de relance, dans un contexte inédit de hausse des taux directeurs.

Les marchés émergents ont également brillé et occupent la première place, portés par l'Asie. La Chine signe une deuxième année de rebond (Indice Hang Seng +32,5% dividendes nets réinvestis en devises locales), soutenue par une politique pro-business et l'essor technologique. Hors Chine, l'Asie bénéficie de la dynamique de la chaîne de valeur de l'IA (Corée, Taïwan) et de la diversification industrielle (Vietnam).

Politique de gestion

Politique d'allocation :

Sur l'exercice l'allocation d'actifs a été en ligne avec celle du benchmark du Fonds.

Poche « actions » :

Cette année, la poche actions a sous-performé son indice de référence. L'attribution de performance repose essentiellement sur une mauvaise sélection de valeurs. Sur la période, la poche a bénéficié de l'absence de Deutsche Telekom, des surpondérations dans les bancaires BBVA et Commerzbank ainsi que des surpondérations dans les utilities EON et Engie. Toutefois, cela n'a pas suffi à compenser les contributions négatives de l'absence de Rheinmetall, Deutsche Bank et Bayer, ainsi que de la surpondération de Wolters Kluwer. A noter cependant, une contribution positive à la performance de l'allocation sectorielle, malgré un impact fortement négatif de la sous-exposition au secteur de l'aéro-défense.

Poche « taux » :

L'année 2025 a été marquée par une forte volatilité sur les taux souverains, sur fond de politiques monétaires en transition, de tensions géopolitiques persistantes et d'inquiétudes croissantes liées aux trajectoires budgétaires. L'année a été ponctuée par plusieurs épisodes de stress, notamment liés aux initiatives commerciales de l'administration américaine. Les « Liberation Day tariffs » d'avril ont déclenché des ventes massives sur les marchés et une poussée rapide des rendements, avant leur retrait tout aussi rapide. Les tensions géopolitiques persistantes, qu'il s'agisse des conflits ouverts ou des incertitudes politiques en Europe, ont également pesé sur le sentiment des investisseurs. Plus globalement, le début d'année avait été marqué par une forte correction obligataire, nourrie par les craintes d'inflation résiliente et d'un recours massif aux marchés pour financer les déficits.

¹⁴ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Du côté des banques centrales, la Fed a engagé un cycle d'assouplissement avec trois baisses consécutives en septembre, octobre et décembre, ramenant les Fed Funds entre 3,5 % et 3,75 %, tout en révélant des dissensions internes lors de la décision de décembre. La Banque d'Angleterre a également abaissé son taux directeur à 3,75 % en fin d'année, estimant que la dynamique de désinflation se renforçait. À l'inverse, la Banque du Japon a relevé son taux à 0,75 %, son plus haut niveau en trente ans, en signalant la possibilité de nouvelles hausses. Cette inflexion des politiques monétaires s'est inscrite dans un contexte où l'inflation américaine affichait une nette décélération au printemps, avec un CPI à 2,4 % et un core CPI à 2,8 % en mai, contre respectivement 3,0 % et 3,3 % en début d'année. Les enjeux budgétaires ont constitué un fil conducteur majeur pour les marchés obligataires. Aux États Unis, la dette fédérale a atteint 36 000 Md\$, alors que les charges d'intérêt – désormais supérieures aux dépenses de défense – sont devenues l'élément du budget progressant le plus rapidement. Les propositions de réductions d'impôts de l'administration Trump, susceptibles d'alourdir le déficit de plus de 2 400 Md\$, ont renforcé les interrogations sur la soutenabilité de la trajectoire de dette et ont contribué à maintenir des primes de terme élevées. En Europe, la France a annoncé un programme d'émission de 310 Md€ pour 2026, illustrant des besoins de financement toujours très importants. L'Allemagne a quant à elle adopté un vaste plan de relance budgétaire mettant fin à des décennies de stricte discipline fiscale.

En Europe, la France, l'Italie et l'Allemagne évoluent dans un environnement commun caractérisé par un regain marqué des taux longs, même si l'intensité varie entre pays. En Allemagne, les Bunds affichent une tension massive sur le 10Y et surtout le 30Y, reflet d'un retour puissant du term premium dans le cœur de la zone euro tandis que le court terme l'année sur des niveaux similaires à ceux de début d'année. La France reproduit un schéma très proche, avec une hausse marquée des maturités longues et une détente modérée en début de courbe, confirmant le rôle d'amplificateur de l'OAT dans les phases de normalisation du long terme. L'Italie se distingue par des mouvements plus contenus : les taux longs montent mais de manière beaucoup moins brutale que pour le Bund ou l'OAT, permettant un resserrement du spread italien. Cela traduit une perception plus stable du risque budgétaire et un attrait persistant pour le carry périphérique. 2025 voit ainsi un core sous forte pression sur le long, tandis que l'Italie absorbe mieux ce choc, renforçant son attractivité relative face aux marchés cœur.

Dans ce contexte de marché, la poche taux du Fonds Ofi Invest Actions Croissance a généré 70 pb de performance en 2025, en ligne avec son indice de référence, le JP Morgan EMU Government Bond. Cette performance reflète une gestion active et agile de la duration, passée de plus de +1 an en début d'exercice à un repositionnement proche de zéro au printemps, avant plusieurs allongements tactiques durant l'été. Le Fonds termine l'année avec une sensibilité aux taux de 7,20, tandis que son indice affiche une sensibilité de 6,75 à fin décembre. La gestion dynamique des expositions par pays et par maturité a également été déterminante. Les principales contributions positives proviennent de l'Allemagne (+17 pb), des Pays-Bas (+7,6 pb) et de la Finlande (+3,5 pb), tandis que l'Espagne (-12,2 pb) et la France (-9,3 pb) ont pesé négativement.

Performances¹⁵ :

Entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025, la performance du Fonds a été de 12,97% contre 16,80% pour son indice de référence composite (70% EURO STOXX® + 30% JPM EMU All Maturities).

Nom	Code ISIN	Date de début	Date de fin	Net Ptf Return	Benchmark Return	VL de début	VL de fin
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE PART C	FR0007025846	31/12/2024	31/12/2025	12,97%	16,80%	39,24 €	44,33 €

¹⁵ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Principaux mouvements intervenus dans le portefeuille au cours de l'exercice

NOM_FONDS	CATEGORIE	ISIN	TITRE	MOUVEMENTS	
				(en devise de comptabilité, hors frais)	
				ACQUISITIONS	CESSIONS
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	DE000BU2Z023	REPUBLIC OF GERMANY 2.2% 15/02/2034	29 525,40	136 358,68
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	DE0001102473	FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0% 15/08/2029	109 109,95	86 365,47
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	FR001400X8V5	FRANCE 3.2% 25/05/2035	104 897,21	96 888,89
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	DE000BU2Z031	GERMANY 2.6% 15/08/2034	80 891,77	28 241,67
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	PTOTEMOEO035	OBRIGACOES DO TESOURO 0.7% 15/10/2027	78 136,00	
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	DE000BU2Z049	GERMANY 2.5% 15/02/2035	77 922,23	9 657,45
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	IT0005543803	ITALIAN REPUBLIC i 15% 15/05/2029	75 878,09	75 858,09
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	FR0013313582	FRANCE 1.25% 25/05/2034	21 250,90	72 060,74
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	FR0014012115	FRANCE 3.5% 25/11/2035	70 693,34	50 816,67
OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE	OBLIGATIONS	DE0001141828	FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0% 10/10/2025	69 614,30	70 000,00

INFORMATIONS REGLEMENTAIRES

Politique de vote

La politique menée par la Société de Gestion en matière d'exercice des droits de vote qui est disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents> fait l'objet d'un rapport lui-même disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Critères ESG

La Société de Gestion met à la disposition de l'investisseur les informations sur les modalités de prise en compte, dans sa politique d'investissement, des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) sur son site internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>. Le rapport d'engagement est lui-même disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Informations relatives à la Transparence de la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales et des investissements durables dans les rapports périodiques pour les fonds catégorisés « Article 6 » au regard du Règlement SFDR

Ofi Invest Actions Croissance n'a promu aucun investissement durable au cours de l'exercice écoulé : ni objectif d'investissement durable, ni caractéristiques environnementales ou sociales ou de gouvernance. Sa stratégie de gestion est uniquement liée à sa performance financière.

Nous rappelons que le Fonds Ofi Invest Actions Croissance ne fait pas la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance et n'a pas l'intention de se conformer au principe de précaution consistant à ne pas « causer de préjudice important » tel que défini par le Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR »). Par ailleurs, la stratégie mise en œuvre dans ce FCP ne prend pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental tels que définis par le « Règlement Taxonomie » (Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement SFDR).

Procédure de choix des intermédiaires

La Société de Gestion a recours au service d'Ofi Invest Intermediation Services et, à ce titre, utilise la liste des intermédiaires qu'elle a elle-même sélectionnée en application de sa propre politique de sélection et d'exécution. Ce prestataire assure la réception transmission des ordres, suivie ou non d'exécution, aux intermédiaires de marchés. L'expertise de ce prestataire permet de séparer la sélection des instruments financiers (qui reste de la responsabilité de la Société de Gestion) de leur négociation tout en assurant la meilleure exécution des ordres.

Une évaluation multicritères est réalisée périodiquement par les équipes de gestion. Elle prend en considération, selon les cas, plusieurs ou tous les critères suivants :

- Le suivi de la volumétrie des opérations par intermédiaires de marchés ;
- L'analyse du risque de contrepartie et son évolution (une distinction est faite entre les intermédiaires « courtiers » et les « contreparties ») ;
- La nature de l'instrument financier, le prix d'exécution, le cas échéant le coût total, la rapidité d'exécution, la taille de l'ordre ;
- Les remontées des incidents opérationnels relevés par les gérants ou le middle-office.

Au terme de cette évaluation, le Groupe Ofi Invest peut réduire les volumes d'ordres confiés à un intermédiaire de marché ou le retirer temporairement ou définitivement de sa liste de prestataires autorisées. Cette évaluation pourra prendre appui sur un rapport d'analyse fourni par un prestataire indépendant.

L'objectif recherché est d'utiliser dans la mesure du possible les meilleurs prestataires dans chaque spécialité (exécution d'ordres et aide à la décision d'investissement/désinvestissement).

Frais d'intermédiation

Conformément à l'article 321-122 du Règlement Général de l'AMF, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Méthode choisie par la société de gestion pour mesurer le risque global de l'OPC

La méthode de calcul du risque global du FCP sur les instruments financiers à terme est celle du calcul de l'engagement telle que définie par le Règlement général de l'AMF.

Informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – Règlement SFTR

Sur l'exercice clos au 31/12/2025, Ofi Invest Actions Croissance n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

Informations relatives au FIA

Actifs non liquides et gestion de la liquidité :

L'actif du Fonds n'est pas investi sur des actifs considérés comme illiquides.

La Société de Gestion met en œuvre régulièrement des stress tests de liquidité, dans des conditions normales et exceptionnelles de liquidité, qui lui permettent d'évaluer le risque de liquidité des fonds. Le risque de liquidité est évalué par rapport à l'actif des fonds (scénarii de réduction de liquidité des actifs en portefeuille) et à leur passif (simulation de demandes de rachat de parts en fonction de la typologie de porteurs).

Profil de risque actuel :

Le risque du Fonds se situe en date du 31/12/2025 au niveau [3] de l'indicateur synthétique.

Votre argent sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers.

Au travers des investissements du FCP, les risques pour le porteur sont les suivants :

Risques principaux :

Risque de gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les valeurs et les marchés les plus performants.

Risque de perte en capital :

Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. Il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué ou que la performance du FCP diverge de l'indicateur de référence.

Risque actions :

Si les actions ou les indices auxquels le portefeuille du FCP est exposé baissent, la valeur liquidative baissera. En raison des mouvements rapides et irréguliers des marchés actions, à la hausse comme à la baisse, le FCP pourra réaliser une performance éloignée de la performance moyenne qui pourrait être constatée sur une période plus longue. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le FCP investira sur des valeurs de petites capitalisations cotées. Le cours ou l'évaluation de ces titres peut donner lieu à des écarts importants à la hausse comme à la baisse et leur cession peut requérir des délais.

Risque de taux :

En cas de hausse des taux, la valeur des investissements en instruments obligataires ou titres de créance baissera ainsi que la valeur liquidative. Ce risque est mesuré par la sensibilité qui traduit la répercussion qu'une variation de 1% des taux d'intérêt peut avoir sur la valeur liquidative du FCP. A titre d'exemple, pour un FCP ayant une sensibilité de +2, une hausse de 1% des taux d'intérêt entraînera une baisse de 2% de la valeur liquidative du FCP.

Risque lié aux pays émergents :

Le FCP peut investir en titres sur les marchés des pays émergents. Les investisseurs potentiels sont avisés que l'investissement dans ces pays peut amplifier les risques de marché et de crédit. Les mouvements de marché à la hausse comme à la baisse peuvent être plus forts et plus rapides sur ces marchés que sur les grandes places internationales. En outre, l'investissement dans ces marchés implique un risque de restrictions imposées aux investissements étrangers, un risque de contrepartie ainsi qu'un risque de manque de liquidité de certaines lignes du FCP. Les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales. La situation politique et économique de ces pays peut affecter la valeur des investissements.

Risque de change :

Etant donné que le FCP peut investir dans des titres libellés dans des devises autres que l'euro, le porteur pourra être exposé à une baisse de la valeur liquidative en cas de variation des taux de change.

Risque de crédit :

La valeur liquidative du FCP baissera si celui-ci détient directement ou par le biais d'un OPC détenu une obligation ou un titre de créance d'un émetteur dont la qualité de signature vient à se dégrader ou dont l'émetteur viendrait à ne plus pouvoir payer les coupons ou rembourser le capital.

Risque juridique lié à l'utilisation d'opérations de financement sur titres :

Le FCP peut être exposé à des difficultés de négociation ou une impossibilité momentanée de négociation de certains titres dans lesquels le FCP investit ou de ceux reçus en garantie, en cas de défaillance d'une contrepartie d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres.

Risque lié à l'investissement dans des titres subordonnés :

Il est rappelé qu'une dette est dite subordonnée lorsque son remboursement dépend du remboursement initial des autres créanciers (créanciers privilégiés, créanciers chirographaires). Ainsi, le créancier subordonné sera remboursé après les créanciers ordinaires, mais avant les actionnaires. Le taux d'intérêt de ce type de dette sera supérieur à celui des autres créances. En cas de déclenchement d'une ou plusieurs clause(s) prévue(s) dans la documentation d'émission desdits titres de créance subordonnés et plus généralement en cas d'évènement de crédit affectant l'émetteur concerné, il existe un risque de baisse de la valeur liquidative du FCP. L'utilisation des obligations subordonnées expose notamment le Fonds aux risques d'annulation ou de report de coupon (à la discrétion unique de l'émetteur), d'incertitude sur la date de remboursement.

Risque lié à l'utilisation des titres spéculatifs (haut rendement) :

Le FCP peut détenir des titres spéculatifs (High Yield). Ces titres évalués « spéculatifs » selon l'analyse de l'équipe de gestion ou des agences de notation présentent un risque accru de défaillance, et sont susceptibles de subir des variations de valorisation plus marquées et/ou plus fréquentes, pouvant entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque lié à l'investissement en obligations convertibles :

L'attention des investisseurs est attirée sur l'utilisation d'obligations convertibles, instruments introduisant une exposition sur la volatilité des actions, de ce fait, la valeur liquidative du FCP pourra baisser en cas de hausse des taux d'intérêts, de détérioration du profil de risque de l'émetteur, de baisse des marchés actions ou de baisse de la valorisation des options de conversion.

Risque lié aux produits dérivés :

Dans la mesure où le Fonds peut investir sur des instruments dérivés et intégrant des dérivés, la valeur liquidative du Fonds peut donc être amenée à baisser de manière plus importante que les marchés sur lesquels le Fonds est exposé.

Risque de contrepartie :

Le porteur est exposé à la défaillance d'une contrepartie ou à son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles dans le cadre d'une opération de gré à gré, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risques en matière de durabilité :

Le FCP est exposé à des risques en matière de durabilité. En cas de survenance d'un évènement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance, celui-ci pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Bien que la Société de Gestion prenne en compte des critères ESG de façon générale dans les processus d'investissement, ceux-ci restent non-contraignants et n'ont pas pour objectif de réduire le risque en matière de durabilité.

Risques accessoires :

Risque de liquidité :

Le FCP est susceptible d'investir en partie sur des titres peu liquides du fait du marché sur lequel ils peuvent être négociés ou du fait de conditions particulières de cession. Ainsi la valeur de ces titres peut donner lieu à des écarts importants à la hausse comme à la baisse. Notamment en cas de rachat important de parts du FCP, le gérant pourrait se trouver contraint de céder ces actifs aux conditions du moment, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Levier du Fonds au 31/12/2025 :

Ci-dessous les leviers du Fonds calculés conformément à la réglementation européenne mentionnée à l'article 109 du règlement délégué UE n° 231/2013 :

- Méthode brute [100,28%]
- Méthode de l'engagement [101,66%]

Informations relatives aux rémunérations

Partie qualitative :

La politique de rémunération mise en œuvre repose sur les dispositions de la directive AIFMD et OPCVM 5 et intègre les spécificités de la directive MIFID 2 ainsi que du règlement SFDR en matière de rémunération.

Ces réglementations poursuivent plusieurs objectifs :

- Décourager la prise de risque excessive au niveau des OPC et des sociétés de gestion ;
- Aligner à la fois les intérêts des investisseurs, des gérants OPC et des sociétés de gestion ;
- Réduire les conflits d'intérêts potentiels entre commerciaux et investisseurs ;
- Intégrer les critères de durabilité.

La politique de rémunération conduite par le Groupe Ofi Invest participe à l'atteinte des objectifs que ce dernier s'est fixé en qualité de groupe d'investissement responsable au travers de son plan stratégique de long terme, dans l'intérêt de ses clients, de ses collaborateurs et de ses actionnaires. Cette politique contribue activement à l'attraction de nouveaux talents, à la fidélisation et à la motivation de ses collaborateurs, ainsi qu'à la performance de l'entreprise sur la durée, tout en garantissant une gestion appropriée du risque.

Les sociétés concernées par cette politique de rémunération sont les suivantes : Ofi Invest Asset Management et Ofi Invest Lux

La rémunération globale se compose des éléments suivants : une rémunération fixe qui rémunère la capacité à tenir un poste de façon satisfaisante et le cas échéant une rémunération variable qui vise à reconnaître la performance collective et individuelle, dépendant d'objectifs définis en début d'année et fonction du contexte et des résultats de l'entreprise mais aussi des contributions et comportements individuels pour atteindre ceux-ci. Pour plus d'informations, la politique de rémunération est disponible sur le site internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Partie quantitative :

Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel :

Sur l'exercice 2025, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables) versées par Ofi Invest Asset Management à l'ensemble de son personnel, soit 344 personnes (*) bénéficiaires (CDI/CDD/DG) au 31 décembre 2025 s'est élevé à 41 036 000 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Ofi Invest Asset Management sur l'exercice 2025 : 30 736 000 euros, soit 75% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe ;
- Montant total des rémunérations variables versées par Ofi Invest Asset Management sur l'exercice 2025 : 10 300 000 euros (**), soit 25% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice 2025.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables) versées sur l'exercice 2025, 2 593 000 euros concernaient les « cadres dirigeants » (soit 7 personnes au 31 décembre 2025), 13 511 000 euros concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des fonds gérés (soit 71 personnes au 31 décembre 2025).

(* Effectif présent au 31 décembre 2025)

(** Bonus 2025 versé en février 2026)

OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels clos le 31 décembre 2025



ofi invest
Asset Management

OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025**

OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE
FONDS D'INVESTISSEMENT A VOCATION GENERALE
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion
OFI INVEST ASSET MANAGEMENT
127-129, quai du Président Roosevelt
92130 Issy-les-Moulineaux

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds d'investissement à vocation générale OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds d'investissement à vocation générale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025 - Page 2

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025 - Page 4

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Raphaëlle Alezra-Cabessa

2026.04.10 12:26:35
+0200



Bilan Actif au 31 décembre 2025 en euros

	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles nettes	-	-
Titres financiers	3 427 758,24	3 297 613,29
Actions et valeurs assimilées (A)	2 169 518,63	2 030 050,32
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	2 169 518,63	2 030 050,32
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations convertibles en actions (B)	-	-
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées (C)	988 420,65	995 307,31
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	988 420,65	995 307,31
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances (D)	-	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	269 238,96	270 919,36
OPCVM	34 484,40	-
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	234 754,56	117 109,36
Autres OPC et fonds d'investissements	-	153 810,00
Dépôts (F)	-	-
Instruments financiers à terme (G)	580,00	1 336,30
Opérations temporaires sur titres (H)	-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres donnés en garantie	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Prêts (I)	-	-
Autres actifs éligibles (J)	-	-
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	3 427 758,24	3 297 613,29
Créances et comptes d'ajustement actifs	4 540,79	65 836,34
Comptes financiers	50 892,25	38 879,58
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II (*)	55 433,04	104 715,92
Total Actif I+II	3 483 191,28	3 402 329,21

(*) Les autres actifs sont les actifs autres que les actifs éligibles tels que définis par le règlement ou les statuts de l'OPC à capital variable qui sont nécessaires à leur fonctionnement.

Bilan Passif au 31 décembre 2025 en euros

	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres :		
Capital	3 077 999,01	3 261 481,48
Report à nouveau sur revenu net	-	-
Report à nouveau des plus et moins-values latentes nettes	-	-
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	-	-
Résultat net de l'exercice	398 822,28	118 066,67
Capitaux propres	3 476 821,29	3 379 548,15
Passifs de financement II (*)	-	-
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	3 476 821,29	3 379 548,15
Passifs éligibles :		
Instruments financiers (A)	-	-
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Instruments financiers à terme (B)	580,00	1 336,30
Emprunts (C)	-	-
Autres passifs éligibles (D)	-	-
Sous-total passifs éligibles III = A+B+C+D	580,00	1 336,30
Autres passifs :		
Dettes et comptes d'ajustement passifs	5 780,42	4 151,04
Concours bancaires	9,57	17 293,72
Sous-total autres passifs IV	5 789,99	21 444,76
Total Passifs : I+II+III+IV	3 483 191,28	3 402 329,21

(*) Cette rubrique est facultative, et ne concerne que les OFS. Les passifs de financement sont les passifs émis par l'OFS autres que les parts ou actions.

Compte de résultat au 31 décembre 2025 en euros

	31/12/2025	31/12/2024
Revenus financiers nets		
Produits sur opérations financières		
Produits sur actions	68 079,30	66 233,87
Produits sur obligations	24 867,78	24 892,59
Produits sur titres de créances	-	-
Produits sur des parts d'OPC	-	-
Produits sur instruments financiers à terme	-	-
Produits sur opérations temporaires sur titres	-	-
Produits sur prêts et créances	-	-
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	-	-
Autres produits financiers	1 765,29	2 586,75
Sous-total Produits sur opérations financières	94 712,37	93 713,21
Charges sur opérations financières		
Charges sur opérations financières	-	-
Charges sur instruments financiers à terme	-	-
Charges sur opérations temporaires sur titres	-	-
Charges sur emprunts	-	-
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	-	-
Charges sur passifs de financement	-	-
Autres charges financières	-38,08	-82,35
Sous-total Charges sur opérations financières	-38,08	-82,35
Total Revenus financiers nets (A)	94 674,29	93 630,86
Autres produits :	-	-
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	-	-
Versements en garantie de capital ou de performance	-	-
Autres produits	-	-
Autres charges :	-65 078,48	-65 904,84
Frais de gestion de la société de gestion	-65 078,48	-65 904,84
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	-	-
Impôts et taxes	-	-
Autres charges	-	-
Sous-total Autres produits et Autres charges (B)	-65 078,48	-65 904,84
Sous total Revenus nets avant compte de régularisation C = A+B	29 595,81	27 726,02
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	-2 293,89	-1 408,84
Sous-total Revenus nets I = C+D	27 301,92	26 317,18

Compte de résultat au 31 décembre 2025 en euros (suite)

	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :		
Plus et moins-values réalisées	231 625,50	201 281,12
Frais de transactions externes et frais de cession	-12 598,02	-14 430,09
Frais de recherche	-	-
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	-	-
Indemnités d'assurance perçues	-	-
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	-	-
Sous total Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	219 027,48	186 851,03
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	-13 478,67	-10 706,82
Plus ou moins-values réalisées nettes II = E+F	205 548,81	176 144,21
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :		
Variation des plus ou moins-values latentes yc les écarts de change sur les actifs éligibles	181 963,95	-83 953,72
Écarts de change sur les comptes financiers en devises	-552,50	-220,54
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	-	-
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	-	-
Sous total Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations (G)	181 411,45	-84 174,26
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	-15 439,90	-220,46
Plus ou moins-values latentes nettes III = G+H	165 971,55	-84 394,72
Acomptes :		
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	-	-
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	-	-
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = J+K	-	-
Impôt sur le résultat V	-	-
Résultat net I + II + III + IV + V	398 822,28	118 066,67

ANNEXE

RAPPEL DE LA STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

La stratégie de gestion est discrétionnaire quant à la sélection des valeurs.

Le FCP étant éligible à la réglementation dite « DSK », il sera exposé entre 50% et 100% de son actif net aux actions des pays de l'Union Européenne répondant à cette réglementation.

Le FCP comprendra une poche représentant 5% au moins de l'actif net dans laquelle le portefeuille sera investi en titres conformes à la réglementation dite « DSK » : actions cotées de petites capitalisations (inférieures à 150 millions d'euros, sauf valeurs du Nouveau Marché entrées en portefeuille avant la disparition de celui-ci), actions de sociétés non cotées, actions ou parts de sociétés de capital-risque cotées ou non, actions de sociétés financières d'innovation, détenues directement ou, dans la limite de 10% de l'actif au maximum, par le biais de parts de Fonds Communs de Placement à Risques, de Fonds Communs de Placement pour l'Innovation ou de Fonds d'Investissement de Proximité.

Au-delà de ce minimum de 50% imposé par la réglementation dite « DSK », le FCP pourra également être exposé à tout marché réglementé français ou étranger en actions et en autres titres donnant accès directement ou indirectement au capital et aux droits de vote de société.

Par ailleurs, le portefeuille pourra également être exposé entre 0% et 50% de son actif net aux titres de créances et instruments du marché monétaire.

Le portefeuille sera structuré en fonction du processus de gestion suivant :

- Analyse macro-économique définissant les grandes thématiques boursières et les orientations sectorielles et géographiques ;
- En fonction des anticipations du gestionnaire, des scénarios macro-économiques qu'il privilégie et de son appréciation des marchés, le gestionnaire surpondérera ou sous-pondérera chacun des secteurs économiques ou rubriques qui composent les indices de marché inclus dans l'indicateur de référence ;
- Pour chacune des poches ainsi définies, les valeurs seront sélectionnées en fonction de leur potentiel de valorisation, des perspectives de croissance de la société émettrice, de la qualité de son management, et de sa communication financière ainsi que de la négociabilité du titre sur le marché.

L'exposition du portefeuille pourra également être réalisée ou ajustée au moyen d'instruments dérivés ou intégrant des dérivés.

Le portefeuille pourra également investir dans des parts ou actions d'OPC dans la limite de 10% de l'actif net.

Les titres seront libellés entre 50% et 100% en des devises de l'Union européenne, et entre 0% et 50% en autre devises, dont des pays émergents. Le FCP sera exposé à un risque de change de 100% de l'actif net.

Le FCP ne fait pas la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance et n'a pas l'intention de se conformer au principe de précaution consistant à ne pas « causer de préjudice important » tel que défini par le Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR »). Par conséquent, le Fonds est dit « Article 6 » au sens du Règlement SFDR.

Par ailleurs, les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental tels que définis par le « Règlement Taxonomie » (Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement SFDR).

**Tableau des éléments caractéristiques de l'OPC à capital variable
au cours des cinq derniers exercices**

	31/12/2025	31/12/2024	29/12/2023	30/12/2022	31/12/2021
Actif net					
en EUR	3 476 821,29	3 379 548,15	3 668 772,31	3 441 548,33	4 051 867,99
Nombre de titres					
Parts	78 426,0000	86 110,0000	96 865,0000	103 217,0000	110 282,0000
Valeur liquidative unitaire					
en EUR	44,33	39,24	37,87	33,34	36,74
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)					
en EUR	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur revenu net (y compris les acomptes)					
en EUR	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)					
en EUR	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire					
en EUR	2,96	2,35	0,30	3,83	1,35

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-07 modifié, relatif au plan comptable des OPC à capital variable.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la Société de Gestion.

La devise de la comptabilité du fonds est l'euro.

La valeur liquidative est calculée chaque jour de bourse à Paris à l'exception des jours fériés légaux.

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus.

Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

Les coupons courus sur TCN sont pris au jour de la date de la valeur liquidative.

L'OPC valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles

Instruments financiers

Instruments financiers cotés

Les instruments financiers cotés sont évalués au cours de clôture du jour ou au dernier cours connu lors de la récupération des cours en début de matinée le jour ouvré suivant (source : valorisation sur la base d'une hiérarchie de contributeurs donnée par la SGP).

Toutefois, les instruments cotant sur des marchés en continu sont évalués au cours de compensation du jour (source : chambre de compensation)

Les positions ouvertes sur marchés à terme sont évaluées sur la base des cours de compensation du jour.

Toutefois, les instruments qui ne font pas l'objet d'échanges réguliers et/ou pour des volumes significatifs pourront être évalués sur base de la moyenne des contributions (cours demandés) recueillies auprès des sources d'information spécifiées ci-dessus..

OPC et fonds d'investissement non cotés

Sur base de la dernière valeur liquidative fournie par les bases de données financières citées ci-dessus ou, à défaut, par tout moyen. Cependant, pour la valorisation des OPC dont la valorisation dépend de la Société de Gestion, la valeur liquidative retenue sera celle du jour de valorisation..

Titres de créance négociables

Les TCN sont évalués aux taux du marché à l'heure de publication des taux du marché interbancaire. La valorisation des TCN s'effectue via l'outil de notre fournisseur de données qui recense au quotidien les valorisations au prix de marché des TCN. Les prix sont issus des différents brokers/banques acteurs de ce marché. Ainsi, les courbes de marché des émetteurs contribués sont récupérées par la Société de Gestion qui calcule un prix de marché quotidien. Pour les émetteurs privés non listés, des courbes de références quotidiennes par rating sont calculées

également à partir de cet outil. Les taux sont éventuellement corrigés d'une marge calculée en fonction des caractéristiques de l'émetteur du titre.

Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués selon les règles suivantes :

Ces instruments sont évalués à leur valeur probable de négociation déterminée à partir d'éléments tels que : valeur d'expertise, transactions significatives, rentabilité, actif net, taux de marché et caractéristiques intrinsèques de l'émetteur ou tout élément prévisionnel.

Les contrats sont évalués selon les méthodes suivantes :

Les contrats sont évalués à leur valeur de marché compte tenu des conditions des contrats d'origine. Toutefois, les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) dont la durée de vie lors de leur mise en place est inférieure à trois mois sont évalués selon les principes de la méthode « simplificatrice » consistant dans l'évaluation du différentiel d'intérêts sur la période courue.

Les dépôts, autres avoirs créances ou dettes sont évalués selon les méthodes suivantes :

La valeur des espèces détenues en compte, des créances en cours et des dépenses payées d'avance ou à payer est constituée par leur valeur nominale convertie, le cas échéant, dans la devise de comptabilisation au cours du jour de valorisation.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de Gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Description de la méthode de classement des Titres de créances et des Instruments du marché monétaire dans le tableau Exposition directe aux marchés de crédit

Les titres d'une entreprise sont notés « Investment grade » si elle a une forte capacité à honorer ses engagements financiers.

Les titres avec un niveau de risque plus élevé sont classés dans la catégorie « Non Investment Grade ».

Si l'émetteur du titre est noté par l'analyse crédit, c'est le rating de l'émetteur de type « long terme » qui est retenu. Cette notation correspond à un rang équivalent « senior unsecured ».

Si l'émetteur du titre n'est pas noté par l'analyse crédit et que le titre est noté par des agences, c'est la 2ème meilleure note d'agences au niveau du titre qui est retenue. Quand le titre n'est noté que par une seule agence, la note de cette agence est retenue.

En cas de notation non disponible (ni pour l'émetteur, ni pour le titre), le titre est classé dans la catégorie « Non notés ».

Les titres de type « bon du trésor » ou « certificat de dépôt » peuvent être assimilés au rating de type « long terme » de l'émetteur.

Description de la méthode suivie pour la comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Les coupons des produits à revenus fixes sont comptabilisés suivant la méthode des intérêts courus.

Option retenue en matière de comptabilisation des frais

Le FCP a opté pour la comptabilisation frais exclus.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPC, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué sur la base de l'actif net ne peut être supérieur à 1,85% TTC

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPC, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.).

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter des commissions de mouvement facturées à l'OPC ;

Les frais indirects

Non significatif

Affectation des sommes distribuables

Sommes distribuables afférentes au résultat net :

La capitalisation pure : les sommes distribuables afférentes au résultat net sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

La capitalisation pure : les sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Justification des changements de méthode ou de réglementation

Néant

Changements comptables soumis à l'information particulière des porteurs

Néant

Justification des changements d'estimation ainsi que des changements de modalités d'application

Néant

Nature des erreurs corrigées au cours de l'exercice

Néant

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice

	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres début d'exercice	3 379 548,15	3 668 772,31
Flux de l'exercice :		
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	-	-
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-332 761,60	-419 626,95
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	29 595,81	27 726,02
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	219 027,48	186 851,03
Variation des plus ou moins-values latentes avant compte de régularisation	181 411,45	-84 174,26
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	-	-
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Autres éléments	-	-
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	3 476 821,29	3 379 548,15

Souscriptions rachats

Parts émises	-
Parts rachetées	7 684,0000

Commissions

Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

Caractéristiques des différentes catégories de parts

FR0007025846 - OFI INVEST ACTIONS CROISSANCE C

Devise :	EUR	Affectation des revenus nets :	Capitalisation
Couverture change :	Non	Affectation des plus et moins-values :	Capitalisation

Exposition directe sur le marché d'action (hors obligations convertibles)

Ventilation des expositions significatives par pays Montants exprimés en milliers	Exposition +/-	France +/-	Allemagne +/-	Pays-Bas +/-	Italie +/-	Autres pays +/-
Actif						
Actions et valeurs assimilées	2 170	631	513	318	231	477
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-	-
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan						
Futures	58	NA	NA	NA	NA	NA
Options	-	NA	NA	NA	NA	NA
Swaps	-	NA	NA	NA	NA	NA
Autres instruments financiers	-	NA	NA	NA	NA	NA
Total	2 228	NA	NA	NA	NA	NA

Exposition sur le marché des obligations convertibles

Ventilation par pays et maturité de l'exposition Montants exprimés en milliers	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		< 1 an	1 < X < 5 ans	> 5 ans	< 0,6	0,6 < X < 1
Total	-	-	-	-	-	-

Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles)

Ventilation par nature de taux Montants exprimés en milliers	Exposition +/-	Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations	988	947	-	42	-
Titres de créances	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	51	-	-	-	51

Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) (suite)

Ventilation par nature de taux Montants exprimés en milliers	Exposition +/-	Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	0	-	-	-	0
Hors-bilan					
Futures	NA	-	-	-	-
Options	NA	-	-	-	-
Swaps	NA	-	-	-	-
Autres instruments	NA	-	-	-	-
Total	NA	947	-	42	51

Ventilation par durée résiduelle Montants exprimés en milliers	0-3 mois +/-	3 mois-1 an +/-	1-3 ans +/-	3-5 ans +/-	>5 ans +/-
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations	20	64	177	167	560
Titres de créances	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	51	-	-	-	-
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	0	-	-	-	-
Hors-bilan					
Futures	-	-	-	-	-
Options	-	-	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-
Total	71	64	177	167	560

Exposition directe sur le marché des devises

Ventilation par devise Montants exprimés en milliers	CHF +/-	GBP +/-	DKK +/-	Autres +/-
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	30	30	10	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Créances	-	0	-	-
Comptes financiers	0	0	1	6
Passif				
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	0
Hors-bilan				
Devises à recevoir	-	-	-	-
Devises à livrer	-	-	-	-
Futures options swaps	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-
Total	31	30	11	6

Exposition directe aux marchés de crédit

Ventilation par la notation des investissements Montants exprimés en milliers	Investment Grade +/-	Non Investment Grade +/-	Non notés +/-
Actif			
Obligations convertibles en actions	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	988	-	-
Titres de créances	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-

Exposition directe aux marchés de crédit (suite)

Ventilation par la notation des investissements Montants exprimés en milliers	Investment Grade +/-	Non Investment Grade +/-	Non notés +/-
Hors-bilan			
Dérivés de crédits	-	-	-
Solde net	988	-	-

Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Ventilation par contrepartie Montants exprimés en milliers	valeur actuelle constitutive d'une créance	valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan		
Dépôts	-	
Instruments financiers à terme non compensés	-	
Créances représentatives de titres reçus en pension	-	
Créances représentatives de titres donnés en garantie	-	
Créances représentatives de titres prêtés	-	
Titres financiers empruntés	-	
Titres reçus en garantie	-	
Titres financiers donnés en pension	-	
Créances	-	
Collatéral espèces	-	
Dépôt de garantie espèces versé	-	
Comptes financiers	51	
<i>Société Générale</i>	51	
Opérations figurant au passif du bilan		
Dettes représentatives des titres empruntés		-
Dettes représentatives de titres donnés en pension		-
Instruments financiers à terme non compensés		-
Dettes		-
Collatéral espèces		-
Concours bancaires		0
<i>Société Générale</i>		0

Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

Code ISIN	Dénomination du Fonds		Orientation des placements / style de gestion	Devise de la part d'OPC	Montant de l'exposition exprimé en milliers
<i>Société de gestion</i>	<i>Pays de domiciliation du fonds</i>				
FR0007024880 OFI INVEST AM	AFER-FLORE France		Actions	EUR	157
FR0012112589 LBO France	WHITE KNIGHT IX COMPARTIMENT FCPI PARTS-A2 France		Capital-investissement Mixte	EUR	78
FR0000014276 OFI INVEST AM	OFI INVEST OBLIRÉA EURO France		Obligations	EUR	34
Total					269

Créances et Dettes

Ventilation par nature	31/12/2025
Créances	
Dépôt de garantie sur les marchés à terme	4 028,10
Coupons à recevoir	512,69
Total créances	4 540,79
Dettes	
Provision pour frais de gestion fixes à payer	-5 767,94
Provision commission de mouvement	-12,48
Total dettes	-5 780,42
Total	-1 239,63

Frais de gestion

Pourcentage de frais de gestion fixes	1,85
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

Engagements reçus et donnés

Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital

Néant

Autres engagements reçus et / ou donnés

Néant

Autres engagements (par nature de produit)	31/12/2025
Garanties reçues	-
dont instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	-
Garanties données	-
dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	-
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	-
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	-
Autres engagements hors bilan	-
Total	-

Autres informations

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire				
	Néant			
Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités				
FRO007024880	AFER-FLORE	856,00	183,51	157 084,56
FRO000014276	OFI INVEST OBLIRÉA EURO	372,00	92,70	34 484,40
	<i>Sous-total</i>			<i>191 568,96</i>

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

	31/12/2025	31/12/2024
Revenus nets	27 301,92	26 317,18
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	-	-
Revenus de l'exercice à affecter (**)	27 301,92	26 317,18
Report à nouveau	-	-
Sommes distribuables au titre du revenu net	27 301,92	26 317,18
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau du revenu de l'exercice	-	-
Capitalisation	27 301,92	26 317,18
Total	27 301,92	26 317,18
* Information relative aux acomptes versés		
Montant unitaire	-	-
Crédits d'impôts totaux	-	-
Crédits d'impôts unitaires	-	-

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets (suite)

	31/12/2025	31/12/2024
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du revenu	-	-

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	205 548,81	176 144,21
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	-	-
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	205 548,81	176 144,21
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	-	-
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	205 548,81	176 144,21
Affectation :		
Distribution	-	-
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	-	-
Capitalisation	205 548,81	176 144,21
Total	205 548,81	176 144,21
* Information relative aux acomptes versés		
Acomptes unitaires versés	-	-
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	-	-

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Immobilisations corporelles nettes				-	-
Actions et valeurs assimilées				2 169 518,63	62,40
<i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				<i>2 169 518,63</i>	<i>62,40</i>
ABB LTD-NOM	Manufacture	CHF	90,00	5 727,89	0,16
ADIDAS NOM	Manufacture	EUR	125,00	21 131,25	0,61
ADYEN BV	IT/Communication	EUR	6,00	8 250,00	0,24
AENA SME SA	Transport	EUR	562,00	13 386,84	0,39
AIB GROUP PLC	Finance/Assurance	EUR	728,00	6 697,60	0,19
AIR LIQUIDE	Manufacture	EUR	192,00	30 769,92	0,89
AIRBUS BR BEARER SHS	Manufacture	EUR	198,00	39 283,20	1,13
AKZO NOBEL NV	Manufacture	EUR	178,00	10 537,60	0,30
ALLIANZ SE-NOM	Finance/Assurance	EUR	179,00	69 899,50	2,01
AMADEUS IT GROUP SA	IT/Communication	EUR	295,00	18 537,80	0,53
ANHEUSER BUSCH INBEV SA/NV	Manufacture	EUR	277,00	15 207,30	0,44
ARCELORMITTAL SA	Manufacture	EUR	149,00	5 824,41	0,17
ASML HOLDING N.V.	Manufacture	EUR	147,00	135 445,80	3,90
ASSICURAZIONI GENERALI	Finance/Assurance	EUR	649,00	23 201,75	0,67
AXA SA	Finance/Assurance	EUR	845,00	34 611,20	1,00
BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTA	Finance/Assurance	EUR	3 478,00	69 733,90	2,01
BANCO COMERCIAL PORTUGUES SA	Finance/Assurance	EUR	11 113,00	9 959,47	0,29
BANCO SANTANDER SA	Finance/Assurance	EUR	4 036,00	40 642,52	1,17
BAWAG GROUP AG	Finance/Assurance	EUR	60,00	7 740,00	0,22
BAYERISCHE MOTORENWERKE	Manufacture	EUR	295,00	27 476,30	0,79
BE SEMICONDUCTOR INDUSTRIES NV BESI	Manufacture	EUR	51,00	6 821,25	0,20
BIOMERIEUX SA	Manufacture	EUR	19,00	2 095,70	0,06
BNP PARIBAS	Finance/Assurance	EUR	428,00	34 578,12	0,99
BPER BANCA SPA	Finance/Assurance	EUR	981,00	11 379,60	0,33
BUREAU VERITAS	Science/Technologie	EUR	334,00	9 078,12	0,26
CAIXABANK	Finance/Assurance	EUR	680,00	7 102,60	0,20
CAPGEMINI SE	IT/Communication	EUR	82,00	11 664,50	0,34
CARLSBERG B	Manufacture	DKK	68,00	7 603,91	0,22
CELLNEX TELECOM S.A.	IT/Communication	EUR	225,00	6 171,75	0,18
CENTRICA PLC	Energie	GBP	2 530,00	4 912,81	0,14
CIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN SA	Manufacture	EUR	379,00	10 729,49	0,31
COCA COLA HBC	Manufacture	GBP	115,00	5 060,18	0,15
COMMERZBANK	Finance/Assurance	EUR	551,00	19 891,10	0,57
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN SA	Commerce	EUR	249,00	21 653,04	0,62
CONVATEC GROUP PLC	Manufacture	GBP	1 216,00	3 386,94	0,10
DAIMLER TRUCK HOLDING AG	Manufacture	EUR	186,00	6 941,52	0,20
DANONE SA	Manufacture	EUR	289,00	22 189,42	0,64
DEUTSCHE BOERSE AG	Finance/Assurance	EUR	28,00	6 263,60	0,18
DEUTSCHE TELEKOM AG-NOM	IT/Communication	EUR	380,00	10 510,80	0,30
E.ON SE	Energie	EUR	1 638,00	26 412,75	0,76

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
EIFFAGE	Construction	EUR	94,00	11 505,60	0,33
EMS-CHEMIE HOLDING N	Manufacture	CHF	4,00	2 362,17	0,07
ENEL SPA	Energie	EUR	5 375,00	47 713,88	1,37
ENGIE SA	Energie	EUR	1 739,00	38 970,99	1,12
ERSTE GROUP BANK	Finance/Assurance	EUR	70,00	7 203,00	0,21
ESSILOR LUXOTTICA SA	Manufacture	EUR	67,00	18 083,30	0,52
EVONIK INDUSTRIES AG	Manufacture	EUR	577,00	7 708,72	0,22
FERRARI NV	Manufacture	EUR	47,00	14 978,90	0,43
FREENET	IT/Communication	EUR	126,00	3 696,84	0,11
FRESENIUS MEDICAL CARE AG	Santé/Social	EUR	126,00	5 135,76	0,15
FRESENIUS SE & CO KGAA	Santé/Social	EUR	365,00	17 877,70	0,51
GALP ENERGIA SGPS SA-B	Mines	EUR	575,00	8 412,25	0,24
GAZTRANSPORT ET TECHNIGAZ	Mines	EUR	21,00	3 288,60	0,09
GEA GROUP AG	Manufacture	EUR	288,00	16 646,40	0,48
GLANBIA PLC	Manufacture	EUR	262,00	3 822,58	0,11
HEIDELBERG MATERIALS AG	Manufacture	EUR	82,00	18 286,00	0,53
HENKEL KGAA VZ PFD	Manufacture	EUR	96,00	6 679,68	0,19
HERMES INTERNATIONAL	Manufacture	EUR	14,00	29 708,00	0,85
HIAB OYJ	Manufacture	EUR	19,00	940,88	0,03
IBERDROLA SA	Energie	EUR	507,00	9 361,76	0,27
INDITEX	Commerce	EUR	466,00	26 254,44	0,76
INDRA SISTEMAS SA	IT/Communication	EUR	121,00	5 873,34	0,17
INFINEON TECHNOLOGIES AG-NOM	Manufacture	EUR	317,00	11 960,41	0,34
ING GROUP NV	Finance/Assurance	EUR	573,00	13 757,73	0,40
INTERNATIONAL CONSOLIDATED AIRLINES GROUP SA	Transport	EUR	1 183,00	5 618,07	0,16
INTESA SANPAOLO SPA	Finance/Assurance	EUR	7 710,00	45 650,91	1,31
IPSEN	Manufacture	EUR	12,00	1 428,00	0,04
IVECO GROUPO NV	Manufacture	EUR	427,00	8 016,93	0,23
KBC GROUPE	Finance/Assurance	EUR	120,00	13 350,00	0,38
KONE B	Manufacture	EUR	216,00	13 080,96	0,38
KONECRANES OYJ	Manufacture	EUR	72,00	6 760,80	0,19
KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE	Commerce	EUR	464,00	16 179,68	0,47
KONINKLIJKE KPN NV	IT/Communication	EUR	2 803,00	11 144,73	0,32
LEG IMMOBILIEN SE	Immobilier	EUR	56,00	3 486,00	0,10
LEONARDO AZIONE POST RAGGRUPPAMENTO	Manufacture	EUR	111,00	5 456,76	0,16
LOGITECH INTERNATIONAL NOM	Manufacture	CHF	68,00	5 958,86	0,17
LOREAL SA	Manufacture	EUR	99,00	36 293,40	1,04
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON SE	Manufacture	EUR	77,00	49 665,00	1,43
MAFPRE SA	Finance/Assurance	EUR	602,00	2 577,76	0,07
MARKS AND SPENCER GROUP	Commerce	GBP	1 109,00	4 191,38	0,12
METSO CORPORATION	Construction	EUR	305,00	4 568,90	0,13
MUENCHENER RUECKVERSICHERUNGS AG-NOM	Finance/Assurance	EUR	41,00	23 050,20	0,66
NEXT PLC	Commerce	GBP	30,00	4 700,22	0,14

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
NOKIA OYJ	Manufacture	EUR	1 704,00	9 494,69	0,27
NORDEA BANK ABP	Finance/Assurance	EUR	1 164,00	18 722,94	0,54
NOVARTIS AG-NOM	Manufacture	CHF	109,00	12 838,69	0,37
OPAP SA	Culture	EUR	147,00	2 807,70	0,08
ORANGE	IT/Communication	EUR	1 044,00	14 824,80	0,43
ORION NEW B	Manufacture	EUR	97,00	6 174,05	0,18
PANDORA AB	Manufacture	DKK	27,00	2 557,93	0,07
PROSUS N V	IT/Communication	EUR	487,00	25 737,95	0,74
PRYSMIAN SPA	Manufacture	EUR	308,00	26 605,04	0,77
PUBLICIS GROUPE	Science/Technologie	EUR	162,00	14 356,44	0,41
RENK GROUP AG	Manufacture	EUR	101,00	5 415,62	0,16
REPSOL	Manufacture	EUR	4,00	63,70	0,00
SAFRAN	Manufacture	EUR	168,00	49 963,20	1,44
SAIPEM SPA	Manufacture	EUR	3 251,00	7 883,68	0,23
SANOFI	Manufacture	EUR	521,00	43 097,12	1,24
SAP SE	IT/Communication	EUR	382,00	79 589,70	2,29
SCHINDLER HOLDING PS	Manufacture	CHF	11,00	3 537,02	0,10
SCHNEIDER ELECTRIC SA	Manufacture	EUR	214,00	50 268,60	1,45
SIEMENS AG-NOM	Manufacture	EUR	285,00	68 157,75	1,96
SIEMENS ENERGY AG	Manufacture	EUR	224,00	26 969,60	0,78
SIEMENS HEALTHINEERS AG	Manufacture	EUR	237,00	10 646,04	0,31
SIGNIFY NV	Manufacture	EUR	467,00	9 788,32	0,28
SMITH & NEPHEW	Manufacture	GBP	302,00	4 283,65	0,12
SOCIETE GENERALE SA	Finance/Assurance	EUR	268,00	18 416,96	0,53
SOLVAY	Manufacture	EUR	239,00	6 491,24	0,19
SYENSQO SA	Manufacture	EUR	109,00	7 473,04	0,21
TECHNIP ENERGIES NV	Mines	EUR	163,00	5 294,24	0,15
TELEFONICA SA	IT/Communication	EUR	1 905,00	6 654,17	0,19
TESCO PLC	Commerce	GBP	632,00	3 197,82	0,09
THALES SA	Manufacture	EUR	17,00	3 906,60	0,11
THE MAGNUM ICE CREAM COMPANY BV	Manufacture	EUR	43,00	585,49	0,02
THYSSENKRUPP AG	Commerce	EUR	262,00	2 429,79	0,07
TKMS AG & CO	Manufacture	EUR	13,00	859,30	0,02
TOTAL ENERGIES SE	Manufacture	EUR	568,00	31 575,12	0,91
UCB SA	Manufacture	EUR	73,00	17 417,80	0,50
UNIBAIL RODAMCO SE REITS	Immobilier	EUR	87,00	8 070,12	0,23
UNICREDIT SPA	Finance/Assurance	EUR	893,00	63 331,56	1,82
UNILEVER PLC	Manufacture	EUR	192,00	10 694,40	0,31
VALLOUREC SA	Manufacture	EUR	359,00	5 632,71	0,16
VINCI SA	Construction	EUR	202,00	24 250,10	0,70
VOESTALPINE AG	Manufacture	EUR	116,00	4 382,48	0,13
VONOVIA SE NAMEN AKT REIT	Immobilier	EUR	423,00	10 380,42	0,30
WARTSILA OYJ	Manufacture	EUR	235,00	7 144,00	0,21
WOLTERS KLUWER CVA	IT/Communication	EUR	133,00	11 749,22	0,34
ZALANDO	Commerce	EUR	232,00	5 878,88	0,17

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
<i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
Obligations convertibles en actions				-	-
<i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
<i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
Obligations et valeurs assimilées				988 420,65	28,43
<i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				988 420,65	28,43
BELGIAN KINGDON 2.85% 22/10/2034	Admin. publique	EUR	8 000,00	7 802,85	0,22
BONOS Y OBLIG DEL ESTADO 1.2% 31/10/2040	Admin. publique	EUR	9 000,00	6 490,62	0,19
BONOS Y OBLIG DEL ESTADO 1.25% 31/10/2030	Admin. publique	EUR	1 000,00	940,28	0,03
BONOS Y OBLIG DEL ESTADO 1.45% 31/10/2071	Admin. publique	EUR	7 000,00	3 193,62	0,09
BTF 0% 25/05/2032	Admin. publique	EUR	20 000,00	16 495,00	0,47
BTPS 3.7% 15/06/2030	Admin. publique	EUR	60 000,00	62 569,48	1,80
BUNDESREPUB DEUTSCHLAND 0% 15/08/2050	Admin. publique	EUR	2 933,00	1 272,92	0,04
BUNDESREPUB DEUTSCHLAND 1.70% 15/08/2032	Admin. publique	EUR	3 216,00	3 065,36	0,09
BUONI POLIENNALI DEL TES 2.15% 01/09/2052	Admin. publique	EUR	13 000,00	8 747,98	0,25
EUROPEAN 3.375% 12/12/2035	Autre	EUR	16 683,00	16 976,27	0,49
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0% 15/08/2029	Admin. publique	EUR	28 973,00	26 695,72	0,77
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0.5% 15/08/2027	Admin. publique	EUR	20 000,00	19 544,38	0,56
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 2.5% 04/07/2044	Admin. publique	EUR	17 000,00	15 285,57	0,44
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 3.25% 04/07/2042	Admin. publique	EUR	3 000,00	3 042,40	0,09
FINLAND 0.05% 15/09/2028	Admin. publique	EUR	4 000,00	3 821,14	0,11
FINNISH GOVERNMENT 0.0% 15/09/2030	Admin. publique	EUR	5 000,00	4 429,80	0,13
FINNISH GOVERNMENT 0.125% 15/04/2036	Admin. publique	EUR	10 000,00	7 293,98	0,21
FINNISH GOVERNMENT 0.5% 15/09/2029	Admin. publique	EUR	10 000,00	9 335,74	0,27
FRANCE 0% 25/11/2030	Admin. publique	EUR	12 000,00	10 480,08	0,30
FRANCE 0.5% 25/05/2040	Admin. publique	EUR	3 451,00	2 165,20	0,06
FRANCE 0.5% 25/06/2044	Admin. publique	EUR	12 576,00	6 772,40	0,19
FRANCE 1.25% 25/05/2034	Admin. publique	EUR	21 367,00	18 249,24	0,52
FRANCE 1.5% 25/05/2050	Admin. publique	EUR	7 148,00	4 187,92	0,12
FRANCE 3.2% 25/05/2035	Admin. publique	EUR	6 487,00	6 461,55	0,19
FRANCE 3.5% 25/11/2035	Admin. publique	EUR	20 493,00	20 467,41	0,59
FRANCE GOVT OF 0.75% 25/05/2053	Admin. publique	EUR	25 000,00	10 694,83	0,31
FRANCE OAT 25/05/2045	Admin. publique	EUR	10 000,00	9 001,84	0,26
FRENCH REPUBLIC 0.25% 25/11/2026	Admin. publique	EUR	42 566,00	41 881,15	1,20
FRENCH REPUBLIC 0.5% 25/05/2026	Admin. publique	EUR	22 000,00	21 929,87	0,63
FRENCH REPUBLIC 0.6% i 25/07/2034	Admin. publique	EUR	40 000,00	41 594,14	1,20
FRENCH REPUBLIC 0.75% 25/05/2052	Admin. publique	EUR	3 146,00	1 390,13	0,04

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRENCH REPUBLIC 1.25% 25/05/2036	Admin. publique	EUR	1 684,00	1 353,89	0,04
FRENCH REPUBLIC 1.75% 25/05/2066	Admin. publique	EUR	9 000,00	4 506,10	0,13
FRENCH REPUBLIC 2% 25/05/2048	Admin. publique	EUR	1 000,00	687,07	0,02
GERMANY 2.5% 15/02/2035	Admin. publique	EUR	69 359,00	69 297,33	1,99
GERMANY 2.6% 15/08/2034	Admin. publique	EUR	52 952,00	52 736,29	1,52
GERMANY 2.6% 15/08/2035	Admin. publique	EUR	20 000,00	19 839,36	0,57
IRELAND 0.2% 15/05/2027	Admin. publique	EUR	10 000,00	9 773,68	0,28
IRISH 0.2% 18/10/2030	Admin. publique	EUR	12 000,00	10 756,95	0,31
IRISH GOVT 0.55% 22/04/2041	Admin. publique	EUR	2 000,00	1 327,12	0,04
ITALIAN REPUBLIC 0.25% 15/03/2028	Admin. publique	EUR	20 000,00	19 155,07	0,55
ITALIAN REPUBLIC 0.95% 01/12/2031	Finance/Assurance	EUR	10 000,00	8 934,51	0,26
ITALIAN REPUBLIC 3.65% 01/08/2035	Admin. publique	EUR	5 000,00	5 153,01	0,15
ITALIAN REPUBLIC 4.45% 01/09/2043	Admin. publique	EUR	16 000,00	17 032,14	0,49
KINGDOM OF BELGIUM 0.65% 22/06/2071	Admin. publique	EUR	2 266,00	665,95	0,02
KINGDOM OF BELGIUM 0.8% 22/06/2027	Admin. publique	EUR	10 000,00	9 859,08	0,28
KINGDOM OF BELGIUM 1.6% 22/06/2047	Admin. publique	EUR	9 000,00	5 894,24	0,17
KINGDOM OF BELGIUM 2.75% 22/04/2039	Admin. publique	EUR	11 000,00	10 139,45	0,29
KINGDOM OF BELGIUM 5.00% 28/03/2035	Admin. publique	EUR	5 000,00	5 862,69	0,17
KINGDOM OF NETHERLANDS 0.5% 15/01/2040	Admin. publique	EUR	7 000,00	4 852,98	0,14
KINGDOM OF NETHERLANDS 0.75% 15/07/2027	Admin. publique	EUR	20 000,00	19 680,51	0,57
KINGDOM OF SPAIN 0% 31/01/2026	Admin. publique	EUR	20 000,00	19 965,60	0,57
KINGDOM OF SPAIN 0% 31/01/2028	Admin. publique	EUR	4 000,00	3 825,44	0,11
KINGDOM OF SPAIN 0.5% 30/04/2030	Admin. publique	EUR	3 000,00	2 761,39	0,08
KINGDOM OF SPAIN 1% 31/10/2050	Admin. publique	EUR	1 000,00	536,25	0,02
KINGDOM OF SPAIN 1.4% 30/04/2028	Admin. publique	EUR	3 000,00	2 975,28	0,09
KINGDOM OF SPAIN 1.85% 30/07/2035	Admin. publique	EUR	31 000,00	27 731,02	0,80
KINGDOM OF SPAIN 1.9% 31/10/2052	Admin. publique	EUR	2 000,00	1 312,47	0,04
KINGDOM OF SPAIN 2.90% 31/10/2046	Admin. publique	EUR	4 000,00	3 464,46	0,10
KINGDOM OF SPAIN 3.55% 31/10/2033	Admin. publique	EUR	8 000,00	8 319,99	0,24
KINGDOM OF SPAIN 4% 31/10/2054	Admin. publique	EUR	21 000,00	20 748,06	0,60
KINGDOM OF SPAIN 4.20% 31/01/2037	Admin. publique	EUR	10 000,00	11 114,28	0,32
KINGDOM OF THE NETHERLANDS 0% 15/01/2052	Admin. publique	EUR	4 000,00	1 611,32	0,05
NETHERLANDS GOVERNMENT 0% 15/07/2030	Admin. publique	EUR	33 000,00	29 512,89	0,85
OBRIGACOES DO TESOURO 0.7% 15/10/2027	Admin. publique	EUR	80 000,00	78 256,21	2,25
REPUBLIC OF AUSTRIA 0% 20/02/2030	Admin. publique	EUR	11 000,00	9 932,12	0,29
REPUBLIC OF AUSTRIA 0.5% 20/04/2027	Admin. publique	EUR	10 000,00	9 842,72	0,28
REPUBLIC OF AUSTRIA 0.75% 20/03/2051	Admin. publique	EUR	1 000,00	519,13	0,01
REPUBLIC OF AUSTRIA 1.5% 20/02/2047	Admin. publique	EUR	8 000,00	5 529,36	0,16
REPUBLIC OF AUSTRIA 2.4% 23/05/2034	Admin. publique	EUR	5 000,00	4 850,83	0,14
REPUBLIC OF AUSTRIA 2.95% 20/02/2035	Admin. publique	EUR	8 500,00	8 628,45	0,25
REPUBLIC OF AUSTRIA 3.15% 20/06/2044	Admin. publique	EUR	1 000,00	953,36	0,03
REPUBLIC OF BELGIUM 0.4% 22/06/2040	Admin. publique	EUR	4 000,00	2 504,80	0,07
REPUBLIC OF ITALY 1.5% 30/04/2045	Admin. publique	EUR	5 000,00	3 299,15	0,09

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

Libellé de l'instrument	Secteur d'activité	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
REPUBLIC OF ITALY 2.45% 01/09/2050	Finance/Assurance	EUR	3 000,00	2 212,94	0,06
REPUBLIC OF ITALY 3.1% 01/03/2040	Admin. publique	EUR	2 000,00	1 861,50	0,05
REPUBLIC OF PORTUGAL 0.9% 12/10/2035	Admin. publique	EUR	3 000,00	2 439,14	0,07
REPUBLIC OF PORTUGAL 1.15% 11/04/2042	Admin. publique	EUR	2 587,00	1 816,97	0,05
REPUBLIC OF PORTUGAL 4.1% 15/02/2045	Admin. publique	EUR	3 497,62	3 792,45	0,11
REPUBLIC OF SLOVAKIA 2% 17/10/2047	Admin. publique	EUR	30 000,00	20 452,61	0,59
SPAIN 1% 30/07/2042	Admin. publique	EUR	5 000,00	3 330,73	0,10
SPANISH GOVERNMENT 0.85% 30/07/2037	Admin. publique	EUR	6 000,00	4 533,44	0,13
<i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
Titres de créances				-	-
<i>Négociés sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
<i>Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé</i>				-	-
Parts d'OPC et de fonds d'investissements				269 238,96	7,74
<i>OPCVM</i>				34 484,40	0,99
OFI INVEST OBLIRÉA EURO	Finance/Assurance	EUR	372,00	34 484,40	0,99
<i>FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne</i>				234 754,56	6,75
AFER-FLORE	Finance/Assurance	EUR	856,00	157 084,56	4,52
WHITE KNIGHT IX COMPARTIMENT FCPI PARTS-A2	Finance/Assurance	EUR	3 000,00	77 670,00	2,23
<i>Autres OPC et fonds d'investissements</i>				-	-
Dépôts				-	-
Opérations temporaires sur titres				-	-
<i>Créances représentatives de titres financiers reçus en pension</i>				-	-
<i>Créances représentatives de titres donnés en garantie</i>				-	-
<i>Créances représentatives de titres financiers prêtés</i>				-	-
<i>Titres financiers empruntés</i>				-	-
<i>Titres financiers donnés en pension</i>				-	-
<i>Autres opérations temporaires</i>				-	-
<i>Opérations de cession sur instruments financiers</i>				-	-
<i>Opérations temporaires sur titres financiers</i>				-	-
Prêts				-	-
Emprunts				-	-
Autres actifs éligibles				-	-
Autres passifs éligibles				-	-
Total				3 427 178,24	98,57

L'inventaire des instruments financiers à terme hors IFT utilisés en couverture d'une catégorie de parts

L'inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant	Devise	Montant
Total	-	-				

L'inventaire des instruments financiers à terme

Libellé de l'instrument	Quantité	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition +/-
		Actif	Passif	
Actions				
<i>Futures</i>				
EURO STOXX 50	1	580,00	-	58 410,00
<i>Sous-Total Futures</i>		580,00	-	58 410,00
Total Actions		580,00	-	58 410,00
Taux d'intérêts				
Total Taux d'intérêts		-	-	-
Change				
Total Change		-	-	-
Crédit				
Total Crédit		-	-	-
Autres expositions				
Total Autres expositions		-	-	-

L'inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture d'une catégorie de parts

L'inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant	Devise	Montant
Total	-	-				

L'inventaire des instruments financiers à terme

Libellé de l'instrument	Quantité	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition +/-
		Actif	Passif	
Actions				
Total Actions		-	-	-
Taux d'intérêts				
Total Taux d'intérêts		-	-	-
Change				
Total Change		-	-	-
Crédit				
Total Crédit		-	-	-
Autres expositions				
Total Autres expositions		-	-	-

Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	3 427 178,24
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	-
Total instruments financiers à terme - actions	580,00
Total instruments financiers à terme - taux d'intérêts	-
Total instruments financiers à terme - change	-
Total instruments financiers à terme - crédit	-
Total instruments financiers à terme - autres expositions	-
Appels de marge	-580,00
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	-
Autres actifs (+)	55 433,04
Autres passifs (-)	-5 789,99
Passifs de financement (-)	-
Total = actif net	3 476 821,29